

## Burundi : dispersion d'une manifestation contre le 3e mandat de Nkurunziza

@rib News, 17/04/2015 - Source Xinhua Les militants de cinq partis de l'opposition burundaise et les membres du CNDD-FDD (parti au pouvoir) opposés au 3<sup>e</sup> mandat de l'actuel chef d'Etat burundais Pierre Nkurunziza, ont manifesté vendredi à Bujumbura, mais ont été dispersés par la police. Les cinq partis sont le Sahwanya-Front pour la Démocratie au Burundi (Sahwanya-FRODEBU), le Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie (MSD), le Front pour la Démocratie au Burundi-Nyakuri (FRODEBU-Nyakuri), le Conseil National pour la Démocratie (CNDD) et l'Union pour la Paix et la Démocratie (UPD).

Le président du FRODEBU-Nyakuri, Jean Minani, et le député Oscar Ndayiziga du camp des frondeurs du parti au pouvoir ont ouvert la manifestation avec des pancartes sur lesquels étaient inscrits des slogans contre le 3<sup>e</sup> mandat du président Nkurunziza. Mais des policiers ont arraché et détruit les pancartes avant de disperser les attroupements des jeunes militants des partis d'opposition à l'aide de gaz lacrymogène. Des dizaines de manifestants ont été arrêtés et un policier a été blessé suite aux affrontements entre ces manifestants et la police anti-émeute. La manifestation a entraîné la mise en place d'un dispositif militaire renforcé près du Boulevard de l'Indépendance qui fait jonction avec les services de la présidence de la République. Le ministre de l'Intérieur avait indiqué mardi que la manifestation de l'opposition était illégale et punissable par la loi régissant les manifestations sur la voie publique et les réunions publiques. "La vie est paralysée dans la ville de Bujumbura et nous craignons le chaos", s'est plaint un commerçant indien croisé au centre-ville, qui a fermé son magasin de peur de subir des pillages et autres actes de vandalisme. Les petits vendeurs, qui pratiquent du commerce ambulancier et qui se déplacent fréquemment à base de motocyclettes ou de vélos, se sont montrés furieux en déclarant avoir été bloqués dans leurs banlieues parce que les taxis vélos et les taxis motards étaient empêchés par la police de franchir les ponts situés sur tous les axes routiers menant au centre-ville. Des parents, craignant pour la sécurité de leurs enfants, les ont ramenés des écoles. Le président Nkurunziza a été élu en 2005 au suffrage universel indirect et réélu en 2010 au suffrage universel direct. Ses partisans demandent que M. Nkurunziza brigue un troisième mandat lors de l'élection présidentielle prévue le 26 juin prochain, arguant qu'il a été élu au suffrage universel direct une seule fois et qu'il a droit à un autre mandat. Il doit être élu pour la seconde fois au suffrage universel direct. Commentant cette manifestation, Agathon Rwasa, un des principaux opposants et candidat des "Indépendants de l'Espoir" à la présidentielle burundaise, a déclaré vendredi que tant que le président Nkurunziza n'aura pas personnellement déclaré qu'il va briguer le 3<sup>e</sup> mandat, il n'est pas question que l'on aille dans la rue. Des commissaires des instances internationales comme l'ONU, l'UA, ainsi que ceux venus de la sous-région comme la Tanzanie qui assure la vice-présidence de l'Initiative régionale sur le Burundi, conseillent aux autorités burundaises de s'en référer à l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation du Burundi (AAPRB), conclu en 2000 et qui a mis fin à la guerre civile, pour trancher cette question. "Le président de la République est élu pour un mandat de cinq ans renouvelable une seule fois. Nul ne peut exercer plus de deux mandats présidentiels", stipule l'Accord d'Arusha.